



Une révolution invisibilisée par les grands médias et... par une part croissante de la gauche occidentale

VENEZUELA - Elias Jaua : « Il ne peut y avoir de changements sociaux sans confrontation »

vendredi 6 mai 2011, mis en ligne par [Thierry Deronne](#)

Les dernières semaines ont vu une accélération sans précédent de la démocratie et de la révolution au Venezuela. Augmentation du salaire minimum de 25%, augmentation des salaires des universitaires et travailleurs du secteur public de 40 à 45%, financement par l'état d'un "new deal" en matière de logement qui va permettre la construction d'un logement décent pour chaque famille pauvre. Plan national de création d'emploi pour 3,5 millions de chômeurs sur les 8 prochaines années. Et le 5 mai 2011 le président a décrété une loi protégeant les locataires de toute mesure d'expulsion arbitraire. Le parlement discute actuellement de nombreuses lois structurantes : sur les droits du travail, sur la protection du pouvoir d'achat, contre la spéculation et les hausses de prix illégales, ou sur la démocratisation - à la suite de l'Argentine - du spectre radio et TV jusqu'ici monopolisé comme partout ailleurs par de grands groupes économiques. Cette loi équilibrera le patrimoine public des ondes - 33% pour le public, 33% pour le privé et 33% pour le secteur associatif, participatif.

Dotés de plusieurs milliards de dollars ces trois dernières années, 42000 conseils communaux appliquent le budget participatif que la gauche altermondialiste avait découvert à Porto Alegre (Brésil) et mobilisent les citoyens dans la reconstruction de leurs services publics et d'un nouveau type d'état. La Mision Agrovenezuela vient de financer 34.000 producteurs agricoles à hauteur de 1,4 milliards de bolivars, pour ancrer définitivement le pays dans une souveraineté alimentaire qui refuse les biocarburants ou les OGM. De la CEPAL à l'UNESCO, de l'ONG indépendante chilienne Latinobarometro à la firme privée Gallup, les rapports publics récents indiquent que le Venezuela est devenu le pays le plus égalitaire de la région mais aussi celui où les citoyen(ne)s croient le plus dans la démocratie. Ces transformations en profondeur passionnent, mobilisent les vénézuéliens mais sont invisibles à l'extérieur. La gauche occidentale, qui vit un fort désamour des secteurs populaires, impuissante face à la montée de l'extrême-droite, semble ignorer, voire mépriser, ces douze années d'une vaste construction du socialisme bolivarien et sa forte dose de démocratie participative. Une partie croissante d'entre elle préfère mettre son énergie dans des prises de distance médiatiques vis-à-vis de Chávez.

Au moment où la réalisation du programme historique de la gauche s'accélère au Venezuela, il nous a paru utile de rencontrer un personnage peu connu de la nouvelle génération révolutionnaire, et actuel vice-président de la République bolivarienne, Elias Jaua. Né à Caucagua, État de Miranda, il y a 41 ans, il est licencié en sociologie de l'Université centrale du Venezuela (UCV). Avant d'être nommé au poste de vice-président de la République, il fut ministre de l'agriculture et des terres, ministre de l'économie populaire et chef du cabinet présidentiel.

Certains dirigeants de l'opposition viennent de dévoiler ce que sera leur programme électoral. Un thème qui, jusqu'ici, était entouré du plus grand mystère : il s'agit de privatiser tout ce qu'il

Y a à privatiser. Que vous inspire ce soudain élan de transparence ?

Ceci met en évidence les contradictions internes de l'opposition. D'un côté, ceux qui se présentent comme sociaux-démocrates se sont lancés dans la promotion d'un programme électoral démagogique en prétendant faire croire au peuple qu'il est possible de construire un état social de droit et de justice avec un gouvernement de droite et sans confrontation avec le capital. Mensonge ! Le peuple sait bien que tout ce qui a été acquis au niveau de l'inclusion sociale, des pensions, de l'éducation et de la santé le fut à travers une confrontation avec le capital. Il est impossible d'y arriver autrement. D'un autre côté, Le patronat, qui finance l'opposition, trouve le programme électoral présenté par ce secteur, pour le moins indigeste. C'est donc sous la pression du patronat qu'un autre secteur de l'opposition exprime plus ouvertement l'objectif réel de leur projet à savoir la restauration du système de domination du capital sur l'État et les politiques publiques.

Et dans le camp révolutionnaire ? Il y a des dirigeants qui devraient croire mais dont l'évolution semble limitée par le leadership d'Hugo Chávez. Cela n'engendre-t-il pas une pression interne dangereuse pour le camp bolivarien ?

Non. Nous qui accompagnons Chávez, avons la maturité politique nécessaire et un idéal commun. Ceci nous permet de comprendre que cette période est marquée par le leadership d'Hugo Chávez. En tant que dirigeants issus de la révolution, désignés, formés et stimulés par Chávez, notre rôle est d'accompagner le leader que le peuple s'est choisi. Chávez n'est ni le fruit d'une imposition, ni issu de primaires, ni d'aucun décret. La légitimité de son pouvoir est née des espérances et des aspirations de notre peuple. Aucun de nous n'éprouve de complexes à cet égard.

De fait, le président a déclaré que l'actuel cabinet ministériel est le meilleur qu'il est eu en 12 ans. Quel est le secret de ce succès ?

Il faudrait le lui demander. Je dirais cependant qu'aussi bien dans la direction du parti (PSUV) qu'au gouvernement, après tant de remaniements, de trahisons et de déceptions, le président est parvenu à conformer une équipe homogène politique et idéologiquement.

Les spécialistes du PSUV assurent que vous êtes à la tête d'un courant interne. Existe-t-il un « jaurisme », à qui s'opposerait-il ?

Non, cela n'existe pas. Je peux le nier et ceux qui me connaissent savent que je ne suis pas partisan de ce genre de choses. Je suis bolivarien, socialiste et chaviste. C'est le seul courant auquel j'appartienne. Je me suis efforcé de contribuer à ce que les positions se basant sur des tendances personalistes ne fassent pas partie de la révolution. Je crois au débat d'idées au sein de notre parti et de notre projet, à la lutte contre les déviations et le réformisme mais ceci ne saurait être personalisé.

Mais en tant que jeune et ex-membre de Bandera Roja [1], comment vous traite la droite endogène, à l'intérieur du camp bolivarien ?

Je me demanderais tout d'abord, s'il existe vraiment une droite endogène. Ce concept est utilisé comme une accusation par certains secteurs du chavisme. Je n'y souscris pas car ce concept n'a pas d'existence organique. Les idées de droite seront toujours présentes dans une révolution aussi ample et démocratique que la nôtre, mais l'orientation stratégique claire, courageuse et décidée du président Chávez élimine de fait toute possibilité qu'auraient ces idées de devenir hégémoniques au sein du parti ou de la révolution.

Que vous inspire la présence de Bandera Roja (BR) dans la Mesa de Unidad Democrática (MUD, regroupement de la droite vénézuélienne) ?

Ceci a été digéré il y a longtemps car nous fumes expulsés de Bandera Roja en 1991 à l'issue d'une rupture interne. Maintenant, tous ces mauvais exemples de dirigeants de gauche se retrouvant dans les rangs de la droite ne font que renforcer notre éthique mais aussi la conviction que ce triste rôle de traître est exactement celui que nous ne voulons pas jouer.

Vous faites partie de l'équipe opérationnelle de ce gouvernement. Qui de mieux placé que vous pour nous dire quelle serait le problème interne le plus grave ? Le bureaucratisme, le manque d'efficacité, la corruption, la culture capitaliste ?

Ce qui nous a manqué jusqu'ici, c'est la capacité de suivi et de contrôle dans notre gestion. C'est cette défaillance qui nous rend vulnérable à tous ces maux. Quand nous aurons réussi à exercer un suivi et un contrôle sur notre gestion, aucun de ces fléaux ne pourra prospérer. Pour sûr, cette faiblesse démontre que nous n'avons pas un État omnipotent contrôlant le moindre détail. Il faut une consolidation des institutions afin que ce contrôle soit possible.

Si on suit les analyses les plus pessimistes postérieures à l'intervention militaire en Libye, quand cela sera-t-il le tour du Venezuela ?

Une des grandes vertus du président et de la révolution bolivarienne est d'avoir empêché ce scénario avec beaucoup d'audace, une diplomatie courageuse, une capacité de nouer des relations avec différents pôles de pouvoir dans le monde et par le renforcement de l'organisation et de la conscience de notre peuple. L'impérialisme nous habitue depuis le Vietnam à agresser les peuples qu'il sait organisés et assez dignes pour défendre leur territoire et leur souveraineté. Nous allons continuer à lutter pour que notre pays ne soit jamais agressé.

L'effort de renouer des relations avec la Colombie par exemple a neutralisé les plans impériaux d'attaquer à travers un pays voisin et frère. Cela reste possible, en particulier vu la rareté du pétrole dans le monde, et c'est pourquoi nous devons nous préparer mieux chaque jour. C'est la meilleure barrière contre l'impérialisme.



«J'ai traité des vaches... et semé du yucca»

Le président a défié les grands propriétaires à un moment très difficile. Comment avez-vous relevé le défi d'assumer le ministère de l'agriculture sans avoir traité des vaches ?

Si, j'ai traité des vaches lorsque je suis allé me réunir avec les paysans de Mérida. J'ai coupé des bananes à Barlovento. Et j'ai aussi semé du yucca (rires). Le thème de l'agriculture requiert beaucoup de directionnalité politique et de compréhension du phénomène social. Tout le reste, les aspects techniques, sont déjà élaborés et nous avons l'appui de puissances en la matière telles que la Chine, l'Argentine et le Brésil. Nous sommes arrivés dans ce secteur pour nouer un grand débat dans lequel ont participé tant la droite récalcitrante que les mouvements paysans. Les dirigeants patronaux du secteur privé n'ont pas voulu l'admettre publiquement mais ils savent que nous avons fait un grand effort pour arriver à des accords.

Les avancées de la révolution agraire ont coûté beaucoup de sang. Pourquoi n'a-t-on pu faire justice dans les cas de paysans assassinés par des mercenaires des grands propriétaires ?

Les cas de "sicaires" ne sont pas faciles, mais les assassins professionnels ne laissent pas de trace et dans la majorité des cas, ce sont des personnes qui viennent de l'étranger, commettent le crime et repartent. Sur ordre du commandant Chávez, on a cherché à garantir la sécurité sociale des survivants des victimes

de ces assassinats. Dans les dernières années il y a eu moins de cas et ce sont des cas résolus par la police, certains auteurs matériels et parfois intellectuels ont été arrêtés. Deux grands propriétaires ont été arrêtés et un autre a fui du pays, un avis de recherche a été lancé contre lui.

Traduction : **Yerko Ivan**.

Source : http://www.minci.gob.ve/entrevistas/3/204079/sin_confrontacion_no.html

Première publication en français : <http://www.larevolucionvive.org.ve/spip.php?article1525&lang=fr>

Notes

[1] Organisation stalinienne des années 70, passée peu à peu à droite et qui a participé au coup d'État contre Chávez en 2002.